

Dépasser les théories de l'impérialisme : par delà moralisme et économisme

Michael Heinrich

L'économisme et la critique moralisatrice se croisent dans les théories de l'impérialisme. Celles-ci ne permettent pas d'analyser le capitalisme mondial.

À une époque où le discours sur la société civile minimise la nocivité du capitalisme et alors que les guerres sont présentées comme des interventions visant à promouvoir les droits de l'homme, le discours se référant à la notion d'impérialisme peut paraître radical. De nombreux ex-gauchistes, ayant entre-temps découvert les vertus du marché, ont ainsi abandonné la notion d'impérialisme dans les années 1990. Il ne faut pas pour autant en conclure que s'accrocher aux théories de l'impérialisme nous permettra de mener une critique radicale de l'ordre existant.

En général, la notion d'impérialisme est censée rendre manifeste le fait que la politique des puissances dominantes ne vise pas à rendre le monde meilleur mais à imposer les intérêts du capital. À chaque intervention militaire d'une « puissance impérialiste », les théoriciens de l'impérialisme se lancent à la recherche de sources de matières premières ou de routes pour de potentiels pipelines qui constitueraient les « véritables causes » des opérations menées par l'État en question.

La théorie de l'impérialisme selon Lénine, combinant le marxisme vulgaire de la social-démocratie de son temps avec la critique bourgeoise de l'impérialisme de John A. Hobson, repose sur la thèse selon laquelle « le capitalisme de concurrence » aurait été remplacé par le « capitalisme de monopole ». Ce n'est plus la concurrence et la loi (impersonnelle) de la valeur, mais la domination consciente de l'« oligarchie financière », des représentants du capital financier, i.e. l'association du capital industriel et bancaire, qui caractériserait le capitalisme contemporain. Cette « oligarchie financière » aurait par ailleurs fait main basse sur l'État, la politique extérieure ne servant plus qu'à garantir les exportations de capitaux et le contrôle sur les sources de matières premières.

À l'encontre de cette vision, il a déjà été montré à de nombreuses reprises qu'une caractérisation du capitalisme du XXe siècle en termes de « domination des monopoles » n'est absolument pas adéquate. La concentration grandissante de capital, la soi-disant « preuve empirique » de la monopolisation, n'est pas synonyme de disparition de la concurrence et de domination personnelle de quelques monopoles. C'est pourquoi la conception économiciste de Lénine et Hobson, pour qui l'État sert

avant tout d'instrument pour l'imposition des intérêts de l'oligarchie financière, ne tient pas et ne peut être conservée. Les conceptions économicistes de l'État et de la politique restent cependant largement répandues bien au delà des courants léninistes. Cet aspect des théories de l'impérialisme a par conséquent rencontré peu de critiques.

Relevons encore un aspect essentiel de la théorie de l'impérialisme inspirée de Hobson : la critique moralisatrice de l'exploitation des peuples étrangers (et pas seulement du sien) par l'impérialisme. Tout le discours sur le caractère « parasitaire » de l'impérialisme, qui joue un rôle important chez Lénine, est issu mot pour mot de Hobson. Une telle conception semble conséquente pour un critique bourgeois de l'impérialisme voulant remplacer le mauvais capitalisme impérialiste par un capitalisme meilleur et réformé mais non pour un théoricien qui cherche à formuler une critique fondamentale du capitalisme.

Cette critique moralisatrice s'est maintenue sous plusieurs formes dans les nouvelles versions de la théorie de l'impérialisme même s'il n'était plus question de « parasitisme ». Dans la lignée de Lénine, la résistance « nationale » des pays exploités par l'impérialisme, visant la création de leur propre État, était vue comme un projet a priori progressiste car anti-impérialiste. Aussi compréhensible que soit cette résistance dans beaucoup de pays, cela ne signifie pas que le combat pour un État bourgeois souverain a un quelconque rapport avec le socialisme ou même qu'il sape le fonctionnement du système capitaliste mondial comme le pensait le mouvement étudiant des années 1960-1970 à propos du mouvement anti-impérialiste dans le tiers-monde.

Cette combinaison d'économisme et de moralisme explique que les théories de l'impérialisme aient échoué, hier comme aujourd'hui, à fournir des outils pertinents pour analyser le capitalisme mondial. Le fait que des groupes d'extrême-droite se considèrent aujourd'hui comme « anti-impérialistes » et louent la lutte des « peuples opprimés » ne relève pas seulement d'un vol conceptuel. Même si « l'anti-impérialisme » de gauche et de droite ne peuvent être mis sur le même plan, l'existence d'un anti-impérialisme de droite constitue un indicateur des déficits fondamentaux des théories de l'impérialisme.

Si l'on tente cependant de parler d'impérialisme en cherchant à dépasser les raccourcis économicistes alors la signification analytique de ce concept demeure la plupart du temps obscure. Il serait plus cohérent de se débarrasser de cette vieilleries imprégnée de marxisme vulgaire, d'économisme et de morale issue du marxisme traditionnel.

Cela ne signifie pas que les rapports de domination et de dépendance économiques ne jouent plus de rôle sur le plan international, comme le discours sur l'émergence d'une société civile mondiale au sein de laquelle tout serait, en dernière instance, soumis au « Droit » invite à le penser. La tentative de dépassement des théories de l'impérialisme par Antonio Negri et Michael Hardt se rapproche largement de ces conceptions affirmatives et notamment leur idée selon laquelle la compétition

inter-impérialiste, décrite de manière adéquate par les théories classiques de l'impérialisme, aurait été remplacée par un seul Empire sans extérieur et centre du pouvoir. La critique ne cible ainsi pas vraiment l'économisme et se contente de constater que les rapports supposément plus transparents d'autrefois se seraient dissous.

Ainsi, il convient de souligner, y compris dans une perspective non économiciste, que l'État bourgeois en tant que « capitaliste collectif idéal » doit sécuriser les conditions de possibilité de l'accumulation capitaliste. Celui-ci doit notamment garantir via sa fonction d'État social l'existence d'une classe pouvant être exploitée. Cette dernière n'est pas seulement une condition fonctionnelle du capitalisme mais constitue aussi un préalable à l'existence économique de l'État qui repose sur des recettes fiscales suffisantes, des dépenses sociales limitées et une monnaie « stable ».

Cependant, cette sécurisation étatique d'une accumulation réussie n'est pas guidée par une prise en compte politique d'intérêts de classe préexistants. Tout ce qui est nécessaire à cette sécurisation étatique, la manière dont l'on répartit ses avantages et inconvénients doit d'abord être déterminée dans les différentes institutions étatiques et la « sphère publique bourgeoise » et faire l'objet d'un consensus social. Ce dernier ne concerne pas seulement l'adhésion des différentes fractions du grand capital mais doit aussi obtenir le consentement des classes subalternes aux charges et sacrifices demandés. La production de ce consensus ne constitue pas néanmoins un projet conscient d'un groupe de politiciens omniscients, mais se déroule elle-même dans le cadre des formes fétichisées de la socialisation capitaliste, de la « religion de la vie quotidienne » (Marx).

Au niveau international, nous ne sommes pas seulement confrontés à une collision de ces États et des intérêts qu'ils défendent. Tandis que les rapports interétatiques sont médiatisés par une multitude d'institutions internationales, l'internationalisation croissante du capital fait intervenir à son tour des acteurs non-étatiques et impose aux États nationaux des restrictions spécifiques tout en étant en même temps stimulée par leur politique. Cet entrelacement complexe se caractérise par une multiplication des contradictions et des niveaux auxquels elles s'expriment. Des États de l'OTAN faisant côte à côte la guerre à un État tiers peuvent poursuivre dans le cadre de l'OMC des intérêts fort divergents au point de se mener une véritable guerre commerciale.

Le pouvoir de l'État ne disparaît pas pour autant et n'est pas non plus nivelé. Nous pouvons toujours parler d'hégémonie américaine même si la notion d'« hégémonie » désigne plus que la simple imposition par les États-Unis de leurs « propres » intérêts strictement définis. Il s'agit de garantir un certain « ordre » du système capitaliste mondial duquel d'autres peuvent plus ou moins profiter (en récompense de leur acceptation de la puissance hégémonique). Cependant, l'Union Européenne, par son développement allant dans le sens d'une formation d'un ensemble étatique propre, pourrait émerger comme un concurrent non seulement

économique mais aussi politique des États-Unis.

Au niveau international, il est primordial pour tous les États de créer et de maintenir des possibilités d'action autonomes, comme en témoigne les tentatives désespérées de l'Allemagne réunifiée de participer aux interventions militaires en Somalie, au Kosovo ou en Afghanistan. L'utilisation d'une puissance militaire « souveraine » doit être imposée et normalisée à la fois auprès des alliés suspicieux et de sa propre population.

Gagner en influence et exercer une domination sont des conditions importantes pour pouvoir jouer au niveau de la politique mondiale. Ainsi, de nombreuses actions politiques et militaires, visant la sécurisation de sphères d'influence et la neutralisation de potentiels rivaux, ne peuvent être réduites à la promotion d'intérêts capitalistes spécifiques. Nous trouverons toujours des sources de matières premières et des pipelines pour expliquer les conflits militaires si nous les cherchons. Mais rien ne semble plus incertain que d'affirmer qu'il s'agit là des causes effectives de ces conflits comme l'affirment les conclusions économicistes hâtives des théories de l'impérialisme.

Initialement paru dans *Jungle World*, n°16, 2002, consultable ici : <http://jungle-world.com/artikel/2002/15/24121.html>

Traduit de l'allemand par Memphis Krickeberg